

Aide aux plus démunis: lancement d'une plateforme en ligne pour les volontaires

Paris, 22 mars 2020 (AFP) -

Le gouvernement a ouvert dimanche une plateforme en ligne pour recenser les bénévoles voulant aider des personnes âgées, isolées ou démunies, en lien avec les réseaux associatifs, en cette période de crise du coronavirus, a annoncé dimanche le secrétaire d'Etat chargé des associations, Gabriel Attal.

Les associations (Restos du Coeur, le Secours populaire, la Banque alimentaire, Emmaüs, les Petits frères des pauvres...) ont fait savoir ces derniers jours qu'ils manquaient de bras en raison de la crise sanitaire provoquée par l'épidémie.

Les jeunes en service civique et en service national obligatoire sont visés en priorité par la plateforme, mais "tous les Français de moins de 70 ans peuvent s'inscrire sur la plateforme" (<https://covid19.reserve-civique.gouv.fr/>), a indiqué à l'AFP Gabriel Attal.

"Actuellement 58.000 jeunes en services civiques ne peuvent pas continuer leurs missions à cause du Covid-19 et sont motivés pour aider les associations", a-t-il ajouté.

La plateforme propose d'aider pour "quatre missions vitales": "l'aide alimentaire et d'urgence"; la "garde exceptionnelle d'enfants" (enfants de soignants); le "lien avec des personnes fragiles isolées" (par téléphone, visio, mail avec des personnes âgées, malades ou en situation de handicap); et enfin la "solidarité de proximité" (courses pour les voisins les plus fragiles).

Aujourd'hui, des missions non-médicales, notamment d'accueil dans les hôpitaux publics ne "sont pas à l'ordre du jour" car la situation "ne suscite pas encore cette mobilisation", a précisé Gabriel Attal.

Sur cette même plateforme, les associations déposent leurs besoins, appelés "offre de mission".

Les associations fonctionnent avec des bénévoles âgés, qui ont plus de 70 ans dans un tiers, voire la moitié des cas. A l'image des Restos du Coeur qui "ont perdu "un tiers soit 20.000 bénévoles" depuis le début de l'épidémie, a indiqué le président Patrice Blanc à l'AFP.

"Si cela peut faciliter l'arrivée de bénévoles plus jeunes c'est une bonne chose", a-t-il réagi, souhaitant une "réponse très locale, ville par ville".

Thierry Robert, directeur général du Secours populaire qui compte normalement 80.000 bénévoles, se réjouit de ce "point d'appui du gouvernement", même s'il réclame "surtout une "aide économique".

kp-al/blb/it

Afp le 22 mars 20 à 20 55.